

Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 4 novembre 2008 modifié fixant une liste des opérations de restructuration des services pour introduire les réorganisations des parties de services en Outre-Mer suite au transfert des missions GA/payé au PSI Basse-Normandie (opération 32)

Fiche d'impact

Le contexte

La refonte complète de la chaîne de gestion administrative des personnels (GA) et de la paye dans le cadre de la création de l'opérateur national de paye (ONP) nécessite de revoir l'organisation de la gestion administrative et financière des agents affectés en Outre-Mer et payés par les DEAL. Au regard des différentes spécificités (taille des effectifs, décalages horaires, nécessité de concentrer l'expertise métier de la gestion de ces agents, harmonisation des calendriers.....), il a été décidé d'intégrer la GA/payé des services des DROM dans un PSI unique de métropole, le PSI de Basse-Normandie.

Pour accompagner la mobilité des agents publics dans le cadre des restructurations de services, le décret 2008-366 du 17 avril 2008 institue une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint qu'il convient d'adapter aux spécificités de la réforme du ministère chargé du développement durable ainsi qu'aux situations de ses agents.

Dans ce contexte, l'arrêté du 4 novembre 2008 modifié fixe une liste des opérations de réorganisation du MEDDTL ouvrant droit au bénéfice de cette indemnité.

Objet du texte

Le projet d'arrêté prévoit de compléter l'arrêté du 4 novembre 2008 en y ajoutant les réorganisations des parties de services liées au transfert des missions de gestion administrative et de paie des agents affectés dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer au pôle support intégré de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie.

Les agents de ces services seront ainsi éligibles à la prime de restructuration de service et à l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint. Les agents en poste à Mayotte ne sont pas impactés par cette réorganisation, la DEAL n'étant pas à ce stade comprise dans le périmètre d'intégration).

Conséquences sur l'organisation du ou des services

Il s'agit d'une mesure d'accompagnement dans le cadre de réorganisations de services.

Impact sur les personnels et le dialogue social

- effectifs concernés : environ 30 agents ;
- calendrier de mise en œuvre : projet de texte présenté en groupe d'échanges le 18 juin 2012, avis du CTM, puis signature au cours de l'été 2012 ;